

## "L'économie européenne" dans Die Welt (6 septembre 1949)

**Légende:** Le 6 septembre 1949, le quotidien allemand Die Welt se penche sur les enjeux et sur les difficultés de la coopération économique européenne.

**Source:** Die Welt. Unabhängige Tageszeitung. Hrsg. Küstermeier, Rudolf ; R Herausgeber Scherer, Hans. 06.09.1949, Nr. 134; 4. Jg. Hamburg: Die Welt. "Europa-Wirtschaft", p. 2.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/l\\_economie\\_europeenne\\_dans\\_die\\_welt\\_6\\_septembre\\_1949-fr-a828bdb4-ace4-4edd-a0f6-98afaa5b25c4.html](http://www.cvce.eu/obj/l_economie_europeenne_dans_die_welt_6_septembre_1949-fr-a828bdb4-ace4-4edd-a0f6-98afaa5b25c4.html)



**Date de dernière mise à jour:** 06/07/2016

## L'économie européenne

La création d'une union économique européenne, considérée comme un but et un idéal non seulement du temps de Briand et de Stresemann, mais aussi avant même la Première Guerre mondiale, a également été réclamée par l'Assemblée consultative de Strasbourg dans sa recommandation de politique économique à l'adresse du Conseil. Le but de réaliser une économie européenne demeure, mais, face à l'ébranlement des monnaies européennes, nous devons aujourd'hui emprunter d'autres voies.

Une économie européenne implique la liberté de circulation des personnes, des capitaux et des marchandises en Europe, afin que tous les biens soient fabriqués là où leur production est la moins chère et qu'ainsi, la baisse des prix permette d'augmenter le pouvoir d'achat de tous. La liberté de circulation des personnes et des capitaux était évidente avant la Première Guerre mondiale et semblait le redevenir entre les deux guerres. Le débat portait alors essentiellement sur la suppression des barrières douanières. D'ailleurs, on parlait plutôt d'une union douanière, d'un «*Zollverein*», que d'une union économique. À bas les droits de douane! – tel était le cri de guerre; l'abolition des droits de douane était le thème des conférences sur la simplification des tarifs douaniers et l'économie mondiale. Les questions monétaires étaient traitées en marge, au même titre, ou presque, que la demande d'éditer un timbre européen.

Si la situation actuelle ressemblait à celle d'alors, on ne pourrait attendre qu'une seule décision de l'Assemblée européenne: toutes les barrières douanières devraient tomber en Europe dans la nuit du Nouvel An de 1950 comme elles l'ont fait en Allemagne dans la nuit du Nouvel An de 1834. Malheureusement, les efforts en matière d'économie européenne sont assombris par le chaos qui domine la politique monétaire. À côté des contingents de devises, les barrières douanières ne comptent presque plus. Les échanges stagnent, parce que la plupart des monnaies européennes ne sont plus que des monnaies intérieures et ne peuvent donc plus être changées et converties que de façon limitée. L'Assemblée consultative de Strasbourg a donc mis en exergue les mesures de rétablissement de la libre convertibilité.

La libre circulation des devises ne sera possible en Europe que lorsque chaque État aura rétabli l'ordre sur son propre territoire, à l'instar, par exemple, de la Belgique qui, grâce à une politique monétaire intelligente et favorisée par des circonstances particulières, a assuré la convertibilité de son franc, suscitant ainsi sa demande. Il faut toutefois qu'il y ait un moteur qui, par une critique ouverte, oblige tous les États à agir. L'OECE, l'organisation parisienne du Plan Marshall pour l'économie européenne, serait l'autorité appropriée. Or, elle a déçu. Il ne s'est guère trouvé un orateur à la session de Strasbourg pour défendre l'OECE. Selon les critiques, son activité se réduit à un travail d'experts, de techniciens, derrière des portes closes; les points de vue des délégués reflèteraient les opinions nationales et non pas celles de l'économie européenne. Rien n'est fait pour créer un sentiment de responsabilité dans le domaine de l'économie européenne. Aussi a-t-on proposé à Strasbourg de créer un organe nouveau, qui aurait pour tâche d'élaborer des recommandations sur la coordination de l'économie européenne; mais il ne s'agirait que de recommandations. Hélas, les décisions continueraient à être prises par les États.

Les débats de Strasbourg ont montré, malheureusement, la force des opinions et des résistances nationales. Nombre d'orateurs ont appelé à la prudence et ont mis en garde contre les illusions. Les délégués de la Grande-Bretagne et des pays scandinaves étaient les plus réservés. Pour eux, d'autres espaces sont déjà des réalités. Pour les Anglais c'est le Commonwealth britannique, qui constitue une communauté monétaire et même une union économique, bien que des barrières douanières subsistent. Les États scandinaves attachent, de toute évidence, une importance plus grande au bloc formé par la livre sterling qu'à l'économie européenne qui n'existe encore que sur le papier. Pour l'économie européenne, il resterait donc les États de l'ouest et du sud-ouest du continent. Le Benelux, qui souffre de la non-convertibilité du florin, et l'union douanière franco-italienne, qui n'a pas encore dépassé le stade des délibérations bureaucratiques, pourraient en être les premiers éléments.

Presque tous les orateurs ont souligné que l'Allemagne de l'Ouest devait être de la partie. La seule exception importante, c'était Paul Reynaud: selon l'ancien Premier ministre français, la présence de l'Allemagne ne contribuerait en rien à la solution, car l'Allemagne est un des patients les plus souffrants. Curieusement, il a été très peu question de l'Europe de derrière le rideau de fer.

Certains délégués français, tels que Paul Reynaud et André Philip, ont souligné avec une insistance particulière que l'Europe avait le choix entre une économie européenne et une catastrophe incommensurable. Selon le représentant de la France socialiste, les soucis actuels des nations européennes ne peuvent pas être résolus par des mesures de politique nationale. Il faut une réorganisation radicale. Malheureusement, cela a déjà été dit trop souvent, et ces arguments n'ont plus de prise. Aussi cette constatation n'est-elle plus suffisamment prise en considération dans de nombreux milieux.

L'Assemblée consultative, qui s'est ralliée à ce point de vue, ne voit de solution que dans une économie européenne. Or, comme c'était le cas entre les deux guerres, la décision appartient aux États européens, qui n'ont pas eu, à ce moment-là, le courage d'agir résolument. Malheureusement, rien ne permet encore de conclure que les nations européennes aboutiront cette fois-ci à une politique nouvelle.